

Zeitschrift: Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association suisse des électriciens, de l'Association des entreprises électriques suisses

Herausgeber: Schweizerischer Elektrotechnischer Verein ; Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen

Band: 68 (1977)

Heft: 11

Rubrik: Pressespiegel = Reflets de presse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Diese Rubrik umfasst Veröffentlichungen (teilweise auszugsweise) in Tageszeitungen und Zeitschriften über energiewirtschaftliche und energiepolitische Themen. Sie decken sich nicht in jedem Fall mit der Meinung der Redaktion. Cette rubrique résume (en partie sous forme d'extraits) des articles parus dans les quotidiens et périodiques sur des sujets touchant à l'économie ou à la politique énergétiques sans pour autant refléter toujours l'opinion de la rédaction.

Sommerzeit wäre auch für die Schweiz gut

Frankreich und Italien als direkte Nachbarländer und viele andere europäische Staaten haben schon lange gute Erfahrungen mit der Sommerzeit gemacht. Seit nun Deutschland die Einführung auf Frühjahr 1978 angekündigt hat, sind auch bei uns Diskussionen um die Sommerzeit wieder aktuell.

Da in der Schweiz ein früher Arbeitsbeginn allgemein üblich ist, mag es wohl stimmen, dass vom energiepolitischen Standpunkt her durch die Einführung der Sommerzeit nicht viel zu gewinnen wäre. Diesem einen Argument sind in anderen Bereichen jedoch folgende Punkte entgegenzuhalten:

Man steht frühmorgens auf und kann in den angenehm kühlen Morgenstunden viel mehr leisten. Abends aber, wenn man um 17 Uhr nach Hause kommt, lohnt es sich noch, ins Strandbad zu gehen, denn nach Sonnenstand ist es ja erst 16 Uhr. Das Abendessen kann häufiger noch auf dem Balkon oder im Garten genossen werden, da die Sonne viel länger scheint und es daher weniger schnell kalt wird. Gerade in der Schweiz mit ihrem kühlen Klima, wo es nach Sonnenuntergang (wie oft schon um 17 Uhr) unangenehm frisch wird, wäre eine zusätzliche Sonnenstunde am Abend sehr zu begrüßen. Auch als Touristenland könnten wir nur von der Sommerzeit profitieren. Ein gemütlicher Schwatz in einem der unzähligen Boulevard-Cafés zählt doch immer noch zu den schönsten Sommervergnügen. Wie viel schöner wäre es, wenn abends die Sonne länger scheinen würde und mit ihren wärmenden Strahlen ein Draussensitzen ermöglichte. Ausserdem würden die leidigen Zeitverschiebungen im Reiseverkehr und bei den Sendezeiten der Massenmedien vermieden.

Halten wir zusammenfassend fest: Mit Einführung der Sommerzeit ist kaum eine Energiesparnis – aber auch kein Mehrverbrauch zu erwarten. Gewinnen würde man dagegen im touristischen Bereich, und sicher wäre es auch für den Hausgebrauch ein grosser Vorteil. In diesem Sinne ist zu hoffen, dass die Schweiz dem guten Beispiel ihrer Nachbarländer 1978 folgen wird.

Hans-Peter Tobler, Kilchberg

Leserbrief aus «Tages-Anzeiger», 14. April 1977

De l'économie à l'écologie

Bien qu'ils aient une même origine et qu'ils recouvrent une même réalité, ces deux termes revêtent pour l'opinion publique des aspects qui depuis quelques années, apparaissent de plus en plus contradictoires. A croire que ces deux sciences s'occupent de deux mondes totalement dissemblables, alors que toutes deux traitent des rapports des êtres vivants: l'écologie des rapports avec le milieu naturel, l'économie de ceux relatifs à la production et à la consommation de richesses.

La contradiction est donc plus apparente que réelle. L'être humain ne saurait être concerné que par un seul de ces aspects. Sa satisfaction passe par un juste équilibre entre les impératifs dictés par l'une et l'autre science. Cet équilibre, il faut bien le reconnaître, est instable à court-terme. Plusieurs générations successives ont tout sacrifié à l'économique; d'autres suivent actuellement qui voudraient ramener tous les problèmes à l'écologique.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à ces dernières années, le monde occidental a connu une période de croissance ininterrompue. Presque tout a été fait ou refait: équipement industriel, routes, autoroutes, hôpitaux, écoles, etc. Ce

développement sans précédent a bénéficié à tout un chacun. Les conditions matérielles de la vie se sont améliorées. L'aisance, le confort, les avantages sociaux dont nous bénéficions aujourd'hui ne sont en rien comparables à ce que nous connaissions il y a seulement vingt ans. Et tout cela, nous le devons au développement de notre économie, de nos industries.

Si des progrès incontestables ont été réalisés sur un plan purement matériel, il n'en est pas moins vrai qu'ils l'ont été trop souvent au détriment d'autres composantes de ce qui fait la qualité de la vie. Les exemples de villes construites un peu n'importe comment, sans penser à ceux qui allaient les habiter, de routes tracées par des fonctionnaires irresponsables, sans considération pour l'environnement, d'hôpitaux et d'écoles implantés en des lieux inadéquats, sans égard pour les malades et les enfants, ne manquent pas. Quant à l'industrialisation, il n'est qu'à penser au cortège de nuisances qu'elle a engendrées: mercure, fluor, Seveso, etc.

Une réaction était donc souhaitable et nécessaire. Elle s'est produite très progressivement à partir du milieu de la décennie soixante. Divers textes législatifs, visant à contrôler un développement jusqu'alors désordonné, ont été promulgués. Ces interventions du pouvoir politique sont bien la preuve de l'importance du problème. Il s'en est suivi toute une série de réglementations et de réalisations. Le traitement des eaux usées, pour ne citer qu'un cas, a entraîné des dépenses considérables pour les pouvoirs publics et par conséquent pour chaque citoyen. Cette réaction que l'on peut qualifier d'officielle a été complétée par des actions ponctuelles, ces dernières menées par divers groupes de pression nés d'un mécontentement envers un projet quelconque d'implantation, soit d'une usine, soit d'une route, envers tout ce qui est susceptible d'apporter quelque nuisance.

Aujourd'hui, la prise de conscience des dangers que représente un développement trop rapide est effective. Ce qui ne veut pas dire que les efforts entrepris jusqu'à ce jour pour redonner à notre cadre de vie un aspect plus humain soient suffisants. Mais ils ne doivent pas non plus signifier le refus de toute nouvelle réalisation, de tout progrès. C'est pourtant bien ce qui semble se produire actuellement dans le débat qui s'instaure sur un sujet capital pour notre avenir: celui des centrales nucléaires.

Tout le monde est conscient que les ressources énergétiques ne sont pas inépuisables, personne ne veut assumer les risques inhérents à la domestication de l'atome. Des risques pourtant calculés et minimes comparés à ceux que nous font courir la voiture par exemple. Mais comme le relevait très justement Alfred Sauvy: «Le public n'a que faire d'espérances mathématiques; s'il en était autrement, que deviendraient le tiercé, la roulette et tant de divertissements ... lucratifs?»

En mai 1976, la Commission fédérale de la conception globale de l'énergie a publié un rapport intermédiaire traitant des problèmes énergétiques de la période 1976-1985. Ce rapport est fondé sur trois piliers qui sont les économies d'énergie, la recherche, la substitution d'énergies de remplacement aux produits pétroliers. Il ressort de ses conclusions qu'il sera nécessaire de mettre en place, d'ici à 1985 et pour couvrir les besoins supplémentaires présumés, une nouvelle puissance installée correspondant à peu près au programme de construction des centrales nucléaires auquel les entreprises suisses sont intéressées (Gögen-Däniken, Leibstadt et Kaiseraugst en Suisse, Fessenheim et Bugey en France). A voir les oppositions qui se manifestent, il est permis de douter que cette nécessité soit bien comprise. L'initiative populaire contre les centrales nucléaires, déposée en mai 1976, rendrait pratiquement impossible, en cas d'acceptation par le peuple, toute construction de centrales nucléaires dans notre pays. Or, cette source d'énergie a déjà acquis une certaine place dans notre économie, ces centrales couvrant plus du cinquième de notre consommation d'électricité. De plus, quand on sait que les 75 % des besoins énergétiques de la Suisse sont satisfaits par des produits pétroliers, on se rend mieux compte que les possibilités offertes par l'atome ne peuvent être négligées plus longtemps. Sans quoi notre dépendance envers nos fournisseurs de

pétrole, envers leurs prises de position unilatérales, ne fera que croître.

Les centrales nucléaires ne sont qu'un exemple parmi d'autres. Dans plusieurs domaines, dont l'importance est peut-être moins capitale, l'on peut constater que l'écologie a pris le pas sur l'économie. Par un phénomène de réaction qui se vérifie très souvent, les abus commis dans un sens entraînent presque automatiquement des abus dans le sens exactement opposé. C'est dans cette seconde phase de réaction que nous sommes aujourd'hui, une phase qu'il nous faudra bien dépasser, l'équilibre tendant à nouveau à être rétabli, sous peine de nous acheminer vers une stagnation, voire même une régression, de nos économies.

Ph. Clerc

«Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais», Sion, 21 avril 1977

Für Informationen zur Stromverteilung

In der Nacht vom Mittwoch auf den Donnerstag wurde auf dem Dach des Verwaltungsgebäudes der Centralschweizerischen Kraftwerke am Hirschengraben ein Parabolspiegel von 3 m Durchmesser montiert. Er dient als Sende- und Empfangsantenne im Richtstrahlnetz, das die CKW mit den anderen schweizerischen Elektrizitätswerken verbindet.

Mit Hilfe eines Pneukrans der Transportus AG wurde der 600 kg schwere Spiegel aufs Dach gehoben. Während dieser Arbeit musste der Durchgangsverkehr am Hirschengraben im Bereich der CKW-Verwaltung während zwei Stunden umgeleitet werden.

Einige schweizerische Elektrizitätswerke haben 1968 beschlossen, ein eigenes Richtstrahlnetz zur Übermittlung von Betriebsinformationen zu erstellen. Eine zuverlässige Energieversorgung setzt nämlich einen ständigen Informationsaustausch voraus. Erst die Übermittlung von Messwerten, Daten usw. ermöglicht die Überwachung und Koordination der Verteilung elektrischer Energie. Der Informationsaustausch schafft auch die Voraussetzung für die rasche Behebung von Unregelmässigkeiten.

Die zunehmende Automatisierung in den Elektrizitätswerken und der andauernde Netzausbau haben den Informationsumfang in den letzten Jahren ständig anwachsen lassen. Das herkömmliche Mittel der Informationsübermittlung, das Telefonnetz, genügt nicht mehr. Zudem ist dieser Informationsweg störungsanfällig. Das Richtstrahlnetz arbeitet demgegenüber drahtlos und ermöglicht die Übertragung der Information in einer Form, die auch von Computern verarbeitet werden kann.

Die CKW werden nun über die Relaisstation auf dem Titlis ans Netz der schweizerischen Elektrizitätswerke angeschlossen. Da vom Verwaltungsgebäude am Hirschengraben keine Sichtverbindung zum Titlis besteht, muss auf dem Dietschberg ein Umkehrspiegel aufgestellt werden.

Beat Blättler

«Luzerner Neueste Nachrichten», Luzern, 22. April 1977

Gegen Weiterbau bei Atomanlagen

E. G. Bern, 25. April. Sieben bekannte und namhafte Organisationen haben am Montag einen dringenden Appell an die Bundesbehörden gerichtet, mit der Erteilung weiterer Bewilligungen oder Teilbewilligungen für Atomanlagen zuzuwarten, bis die Revision des Atomgesetzes abgeschlossen ist und die heute noch ungelösten Fragenkomplexe um Atomenergie geregelt worden sind.

Dieser Appell, der auch allen Mitgliedern der eidgenössischen Räte zugestellt wurde, ist unterzeichnet vom Initiativkomitee zur Wahrung der Volksrechte und der Sicherheit beim Bau und Betrieb von Atomanlagen, vom Schweizerischen Bund für Naturschutz, von der Schweizerischen Energiestiftung, von der Schweizerischen Gesellschaft für Umweltschutz, vom Schweizerischen Verein für Volksgesundheit, vom WWF Schweiz sowie vom Rheinaubund. Im Rahmen einer Pressekonferenz, die unter dem Vorsitz von Nationalrat Franz Jaeger (St. Gallen) stand, wurde die «Resolution» erläutert.

Gegenwärtig ist der Bundesrat daran, Botschaft und Anträge zur Initiative zur Wahrung der Volksrechte und der Sicherheit beim Bau und Betrieb von Atomanlagen zuhanden des Parlaments auszuarbeiten. Diese ist im Mai 1976, mit 125 000 Unterschriften versehen, eingereicht worden. Schon damals verlangte

das Initiativkomitee einen vierjährigen Bau- und Bewilligungsstopp. Sie stellt die Zustimmung der betroffenen Bevölkerung im Umkreis von 30 km einer geplanten Atomanlage vor der Bewilligungs- oder Konzessionserteilung in den Mittelpunkt ihrer Forderungen.

Vor der parlamentarischen Beratung steht im weiteren die Teilrevision des Atomgesetzes sowie die Behandlung einer Einzelinitiative von Nationalrat Meizoz (soz., Waadt), die auch einen vierjährigen Bewilligungsstopp für Atomkraftwerke in unserem Land fordert. Die nationalrätliche Kommission, die voraussichtlich alle drei Geschäfte behandeln wird, hat sich in der Märzsession konstituiert und wird Ende Juni erstmals tagen. Auf Ende Jahr ist sodann der Schlussbericht der Gesamtenergiekommission zu erwarten.

In dieser Situation erscheint es diesen Organisationen «angesichts der Sachzwänge, die durch den Atomkraftwerkbau und seine Folgeinstallationen geschaffen werden, und angesichts der vielen ungelösten Fragen, die sich beim Bau und Betrieb von Atomanlagen stellen», richtig, mit der Erteilung weiterer Bewilligungen und Teilbewilligungen für Atomkraftwerke zuzuwarten.

Auf Anfrage hin erklärte Fürsprecher Hans Siegrist, Direktor des Eidgenössischen Energiewirtschaftsamtes, dem TA, dass für die nächste Zukunft weder eine Standort- noch eine Baubewilligung zur Diskussion stehe. Hingegen werde in absehbarer Zeit die Inbetriebnahmebewilligung für das Kernkraftwerk Gösgen aktuell.

«Tages-Anzeiger», Zürich, 26. April 1977

Null-Wachstum?

Die Gegner des Atomkraftwerkbaus in der Schweiz haben sich mit einer schon stattlichen Anzahl von Organisationen zusammengeschlossen, um vor der Öffentlichkeit in einschlägigen Fragen gemeinsam aufzutreten. In Bern wurde eine Resolution präsentiert, die allen eidgenössischen Parlamentariern inzwischen zugestellt worden ist. Alle unterzeichnenden Organisationen haben an die Behörden des Bundes appelliert, vorläufig keine weiteren Bewilligungen für die Errichtung von Atomkraftwerken zu erteilen.

Während einige der Argumente zu ihrem vollen Nennwert ernst genommen werden müssen – so die Forderung nach einer besser durchdachten und konsequenteren Ausgestaltung der Haftpflicht bei Schäden –, vermischte man in den meisten Voten ein Verständnis für die Zwangslage, die darin besteht, dass eine Erdöl-Substitution in einem wirklich ins Gewicht fallenden Ausmass nicht herbeigeführt werden kann, ohne die Nutzung der Atomenergie. Es herrschen diesbezüglich diffuse Meinungen; namentlich hinsichtlich der Sonnenenergie, die als Alternative nur beschränkt zur Verfügung steht und vorläufig direkt nur hinsichtlich des privaten Heizbedarfs in Frage kommen kann. Die entscheidende Frage, bei welcher sich die Geister unversöhnlich trennen, ist indessen die Einschätzung des künftigen Energiebedarfs.

Am wertvollsten waren Hinweise darauf, dass heute ein nennenswerter Teil der Energie verschwendet wird und mit Sparmassnahmen ein Teil der «Energie-lücke» behoben werden könnte. Wenn der Energiebedarf indessen gegenüber bisher auch nur gedämpft wächst, kommt unweigerlich trotz rigorosen Einsparungen dennoch wieder jener Punkt, bei welchem eine grössere Energieerzeugung und damit das Dilemma, was zu tun sei, akut wird.

Es ist offensichtlich geworden, dass die Promotoren eines Moratoriums nicht nur Zeit gewinnen möchten, sondern dass es sich dabei um eine politische Taktik handelt, mit welcher sie den künftigen «Output» an Energie letzten Endes stagnieren lassen wollen. Eine solche Perspektive enthält als Konsequenz, wie immer man die Sache dreht, die Befürwortung eines Nullwachstums der Wirtschaft! Ein Verzicht auf jeden weiteren Ausbau der Kernenergie bedeutet die Hinnahme aller, auch sehr unangenehmer Konsequenzen wirtschaftlicher Stagnation, solange keine alternativen Energieträger in hinreichendem Masse verfügbar sind. Es ist nicht auszuschliessen, dass dies bis in 20 bis 30 Jahren effektiv der Fall sein wird; heute kann davon im Ernste noch nicht die Rede sein.

Hans Rudolf Böckli

«Schweiz. Bodensee-Zeitung», Romanshorn, 26. April 1977

A-Äpfel, A-Birnen

Der Kommentar von Peter Graf im «Volksrecht» vom 14. April ruft einer Antwort. Denn wenn das «Volksrecht» schon nicht den ganzen Artikel eines Farner-Pressedienstes abdruckt, was ich natürlich sehr gut verstehe, so sollte doch zumindest jener Abschnitt, der abgedruckt wird, vernünftig kommentiert werden. Peter Graf bestreitet aber in seinem Kommentar nicht die Feststellung, dass die Marktwirtschaft selber wisse, wieviele Kernkraftwerke unser Land benötige, sondern er zitiert in aller Länge einen Nationalrat, der im Jahre 1959 über die möglichen Gefahren von Atomkraftwerken sprach.

Man sollte nicht Birnen und Äpfel vergleichen: Die Frage des Energiebedürfnisses ist nun wirklich etwas anderes als jene der Sicherheit von Atoanlagen – ganz abgesehen davon, dass man 1977 über die Sicherheit von solchen Werken ohne Zweifel mehr weiss als vor 18 Jahren, nachdem in der Schweiz seit mehreren Jahren drei Atomkraftwerke in Betrieb sind.

A. Fiechter, Neuenhof

Leserbrief aus «Volksrecht», Zürich, 24. April 1977

Zur bündnerischen Energiepolitik

1978 werden 100 Jahre verstrichen sein, seit in der Schweiz, im Kulmhotel St. Moritz, das erste elektrische Licht brannte. Der Hotelier Johannes Badrutt hat damals, inspiriert von der Weltausstellung in Paris, mit dem ihm eigenen Unternehmerteil kurzfristig die erste Wasserkraftwerkanlage errichtet und zum Staunen seiner Gäste den Speisesaal des Kulmhotels mit elektrischem Licht erleuchtet. Damit gab er in der Schweiz das Fanal zur Nutzung unserer Wasserkraftwerke für die Erzeugung elektrischer Energie. Vor dem Ersten Weltkrieg entstanden in Graubünden verschiedene Kraftwerke, wobei die Stadt Zürich mit dem Bau des Heidseewerkes und der Nutzung der Albulas eine aktive Energiepolitik einleitete. 1913 wurde ebenfalls in Graubünden die erste elektrisch betriebene Eisenbahnstrecke Bevers-Scuol eröffnet.

Der Kanton versuchte nach dem Ersten Weltkrieg mit der Gründung der AG Bündner Kraftwerke eine eigenständige Bündner Energiepolitik ins Leben zu rufen und erwarb damals verschiedene Konzessionen an der Landquart, im Engadin und im Voralbergischen. Zielsetzung dieser Bestrebungen war primär die Sicherstellung der Energieversorgung für Graubünden, d. h. für den Kanton, die Gemeinden und insbesondere auch die industrielle und gewerbliche Entwicklung, wobei auch ein Verkauf ausserhalb des Kantons angestrebt wurde. Leider war diesem Bestreben kein Erfolg beschieden. Die Zielsetzung, ausserhalb des Kantons ein eigenes Energiekonsumgebiet aufzubauen, scheiterte nicht zuletzt an der Gegnerschaft der NOK-Kantone. Der wirtschaftliche Kriseneinbruch führte dann im weitem dazu, dass die damalige Gesellschaft in finanzielle Schwierigkeiten geriet. Ihre Beteiligungsrechte an den ILL-Kraftwerken im Voralbergischen, welche insbesondere den Ausbau des Lünensees als Speicherbecken vorsah, wurden 1924 an das Grosskraftwerk Württemberg AG abgetreten.

Die nachfolgenden Krisenjahre und der Zweite Weltkrieg führten zu einem Stillstand im Ausbau der Bündner Wasserkraft. Erst gegen Ende der 40er Jahre war es wieder die Stadt Zürich, die aktiv den Ausbau der Julia vorantrieb und damit eine neue Phase in der Nutzung der bündnerischen Wasserkraftwerke einleitete.

Heute werden in Graubünden über 5 Mrd. kWh hydraulischer Energie erzeugt, was rund ein Sechstel der gesamtschweizerischen Wasserkraft ausmacht. Während die Wasserkraftnutzung im schweizerischen Mittel 1975 rund 5100 kWh pro Einwohner betrug, fiel in Graubünden auf jeden Bewohner über 30 000 kWh an. Damit tritt die Bedeutung der bündnerischen Wasserkraftnutzung für die schweizerische Eidgenossenschaft eindeutig zutage. Leider dient nur ein verhältnismässig bescheidener Anteil unserer Energieerzeugung unserem Kanton selbst.

Gemäss Art. 2 des Bundesgesetzes über die Nutzbarmachung der Wasserkraft bestimmt das kantonale Recht, welchem Gemeinwesen (Kanton, Bezirk, Gemeinde oder Körperschaft) die Verfügung über die Wasserkraft der öffentlichen Gewässer zusteht. Das bündnerische Gesetz betreffend die Nutzung der öf-

fentlichen Gewässer des Kantons Graubünden zur Errichtung von Wasserwerken bestimmt in Art. 1, dass alle im Gebiet des Kantons befindlichen, nicht erweislich dem Privateigentum anheimgefallenen Gewässer (Flüsse, Seen, Bäche), öffentliche (zu öffentlichem Gebrauch bestimmte) Gewässer sind. Sie sind Eigentum der Gemeinden, auf deren Gebiet sie sich befinden und unterstehen hinsichtlich ihrer Benutzung zur Errichtung von Wasserwerken den Bestimmungen dieses Gesetzes. Im Gegensatz zu andern Kantonen verfügen also bei uns die Gemeinden über die Wasserrechtshoheit. 1952 und 1954 wurde das bündnerische Wasserrechtsgesetz in dem Sinn revidiert, dass der Kanton und die Verleihungsgemeinden berechtigt sind, sich an kantonalen und Gemeindekraftwerkunternehmungen zu beteiligen. Im weitem ist in diesem Gesetz auch das Heimfallrecht geregelt, indem den Verleihungsgemeinden und dem Kanton nach Ablauf der Konzession das Heimfallrecht zusteht, d. h. dass in diesem Falle dem Kanton und den Gemeinden die auf öffentlichem oder privatem Boden errichteten Anlagen zum Stauen, Fassen, Zu- und Ableiten des Wassers, die Wassermotoren mit den Gebäuden, in denen sie sich befinden, die Zugehör, die zum Betrieb des Werkes dienenden Grundstücke und Rechte an fremden Grundstücken unentgeltlich und lastenfrei je zur Hälfte zufallen. Bei Eintritt des Heimfalles sind die Verleihungsgemeinden und der Kanton befugt, die zum Erzeugen und Fortleiten elektrischer Energie bestimmten Anlagen sowie die Diensthäuser und Verwaltungsgebäude gegen eine billige Entschädigung zu übernehmen, soweit diese Objekte auf Kantonsgebiet liegen. Der Beliehene kann die Übernahme dieser Anlage verlangen, wenn sie für die fernere Ausnutzung der Wasserkraft vorteilhaft verwendbar sind.

Nach der Revision des Bündner Wasserrechtsgesetzes von 1954 haben sich auch der Kanton wie die Gemeinden an den später gebauten Kraftwerken beteiligt. Heute stehen dem Kanton aufgrund seiner Beteiligungsquoten an bündnerischen Kraftwerkgesellschaften rund 436 Millionen kWh Beteiligungsenergie zur Verfügung. Ein annähernd gleich hoher Anteil entfällt auf die Konzessionsgemeinden. Letztere haben noch die Bezugsmöglichkeit von Gratis- und Vorzugsenergie für ihre eigene Versorgung. Von den Anteilen an der ihm zufallenden Beteiligungsenergie hat der Kanton heute für die RhB und die Emser Werke eine bestimmte Quote abberufen. Bei der Übernahme der abberufenen Beteiligungsquote hat der Kanton die Jahreskosten zu tragen. Zu beachten ist dabei, dass der Energiegestehungspreis in den verschiedenen Kraftwerkgruppen sehr unterschiedlich ist.

Mit dem Bau der Engadiner Kraftwerke hat die bündnerische Wasserkraftnutzung einen vorläufigen Abschluss gefunden. Die Zielsetzung, die 1954 zur Revision des bündnerischen Wasserrechtsgesetzes führte, dass der Kanton und die Gemeinden aus ihren Beteiligungsrechten langfristig einen direkten Nutzen ziehen, sind heute aktueller denn je. Der Kanton ist seit einiger Zeit denn auch daran, hier eine sinnvolle und zweckmässige Lösung zu finden. Es ist ganz klar, dass aus den Erfahrungen, die in den 20er Jahren die damaligen Bestrebungen des Kantons zunichte machten, die erforderlichen Konsequenzen gezogen werden müssen. So kann für uns heute auch nur eine Lösung in Frage kommen, die folgender Zielsetzung gerecht wird:

– langfristige Versorgung des Kantons, der Gemeinden und der bündnerischen Wirtschaft mit preisgünstiger elektrischer Beteiligungsenergie.

– Verkauf der vorläufig im Kanton nicht selbst verwendbaren Beteiligungsenergie an schweizerische Energieproduzenten zu vertraglich geregelten Preisen, die eine Rendite gewährleisten.

– Minimale Übernahme von Risiken durch den Kanton.

– Das Konzept soll so aufgebaut sein, dass der Kanton in dieser Übergangsphase bis zum Heimfall der Kraftwerke Erfahrung in der Energiepolitik sammeln kann, damit er sukzessive in die Lage versetzt wird, sich in die schweizerische Energiepolitik einzuschalten.

Das Erreichen dieser Bestrebungen kann daher nur erfolgreich sein, wenn eine langfristige Lösung mit im Kanton domizilierten schweizerischen Energiegesellschaften gefunden wird.

*Regierungsrat Jakob Schutz, Filisur
«Bündner Post», Thisis, 26. April 1977*

HHT-Projekt auf guten Wegen

sda. Die bisher gebauten oder im Bau befindlichen Hochtemperaturreaktoren sind in Stromerzeugungsanlagen mit Dampfturbine (Zweikreis-HTR-Kraftwerke) eingesetzt. Sie sind – wie das Eidg. Institut für Reaktorforschung mitteilt – ein Reaktorsystem, das bei der Anwendung zur Stromerzeugung auf schonende und wirtschaftliche Nutzung der Uranreserven und auf verminderte Umweltbelastung durch Erhöhung des Wirkungsgrades zielt. Darüber hinaus sei der Hochtemperaturreaktor in der Lage, durch Nutzung der nuklearen Prozesswärme auf hohem Temperaturniveau zur Ersetzung der fossilen Energieträger Erdöl und Erdgas beizutragen.

Der Hochtemperaturreaktor kann jedoch auch in einer Einkreisanlage genutzt werden, bei der das Reaktorkühlmittel Helium direkt einer Gasturbine zugeführt wird. Dieses Anlagenkonzept wird gegenwärtig mit staatlicher Unterstützung unter dem Namen HHT-Projekt (Hochtemperaturreaktor mit Heliumturbine) von einer deutschschweizerischen Arbeitsgemeinschaft entwickelt, welcher die Kernforschungsanlage Jülich, das Eidg. Institut für Reaktorforschung (Würenlingen), die Firmen HRB (Köln), BBC (Mannheim), NUKEM (Hanau), BBC (Baden), Gebr. Sulzer (Winterthur) und Alusuisse (Zürich) angehören. Mit der amerikanischen Firma General Atomic (San Diego) besteht ein Zusammenarbeitsabkommen.

Bereits Ende Februar wurde in Bonn vor Repräsentanten der deutschen und schweizerischen Regierungsressorts für Forschung und zahlreicher Elektrizitätsunternehmen über den Stand des HHT-Projektes berichtet. Die Projektpartner sind der Meinung, dass ihr HHT-Konzept mit seiner guten Ausnutzung von Trockenkühlung und der günstigen Möglichkeit der Abwärmeverwertung deutliche Vorzüge aufweist. Sie sind der Überzeugung, dass dieses Anlagenkonzept einen aussichtsreichen Kandidaten in dem ab Mitte 1977 vorgesehenen Auswahlprozess zwischen verschiedenen stromerzeugenden HTR-Varianten (Einkreisanlagen wie HHT oder Zweikreisanlage) darstellt als Basis der künftigen Weiterentwicklung. *«Badener Tagblatt», Baden, 22. April 1977*

Primär Sicherheit

Die neu entfachten Diskussionen nach dem Gerichtsentscheid über das Kernkraftwerk Wyhl sind verständlich, und es ist auch richtig, wenn Politiker die Besorgnis der Bevölkerung reflektieren und an den zuständigen Stellen Auskunft verlangen.

Auf den ersten Blick hat der Berstschutz zweifellos etwas Beruhigendes an sich. Der Schein trügt: der Berstschutz reduziert die aktive Sicherheit oder erschwert sie zumindest, und dafür sind mehrere Dutzend Millionen Franken pro Kernkraftwerk zu viel. Der Berstschutz bringt nur passive Sicherheit, das heisst, er nützt erst dann etwas, wenn bereits ein Unfall passiert, wenn das Reaktordruckgefäss beschädigt ist. Gleichzeitig behindert der Berstschutz die aktive Sicherheit, weil die laufenden Kontrollen des Druckbehälters zumindest erschwert werden. Diese Kontrollen aber allein garantieren ein fehlerfreies Reaktordruckgefäss und schliessen damit ein Bersten hundertprozentig aus.

Ein zweiter wichtiger Punkt in der Diskussion um die Kernenergie sind die Probleme der Brennelement-Wiederaufbereitung und der Abfallbeseitigung. Wir haben im «OT» bereits ausführlich über das Abfallager im ehemaligen Salzbergwerk Asse im Norden Deutschlands berichtet. Erst kürzlich bot das KKW Gösigen-Däniken ein weiteres Mal Gelegenheit, sich an Ort und Stelle, nämlich in der Wiederaufbereitungsanlage bei Karlsruhe und in Asse aus erster Hand zu informieren. Die Reise zeigte den Vertretern der Behörden der umliegenden Gemeinden und den Vertretern der Kantonsratsfraktionen, dass man die Probleme beherrscht. Sie sind nicht nur lösbar, sondern in Versuchsanlagen gelöst. Dies bezieht sich allerdings nur auf die Technik. Anders sieht es politisch aus. Zu stark sind St. Florian, Emotionen und Halbwissen, zu schwach die Stellung und das Vertrauen in die zuständigen Fachleute und politisch Verantwortlichen, als dass die Bedenken ausgeräumt werden könnten.

Über eines müssen wir uns dabei klar sein: Die Probleme der Abfallbeseitigung und Lagerung müssen wir auch dann lösen, wenn wir die Kernenergiegewinnung politisch abwürgen, denn Industrie, Forschung und vor allem moderne Verfahren in der

Medizin kommen nicht ohne Radioaktivität mit dem entsprechenden Abfall aus. Und einen Rückschritt in der Medizin können wir uns nicht leisten, wenn wir nicht vorsätzlich Tausende von Mitmenschen in Tortur und Tod treiben wollen.

*Markus Löliger
«Oltner Tagblatt», Olten, 26. April 1977*

Tendenziös

In ihrem März-Bulletin behauptet die Schweizerische Gesellschaft für Umweltschutz ohne stichhaltige Begründung, dass die in Inseraten und anderen Publikationen der Elektrizitätswirtschaft enthaltenen Informationen zum Thema Kernenergie «tendenziös und irreführend» seien. Als Beispiel wird lediglich die Tatsache der technischen Lösung des Abfallproblems angeführt, die anschliessend ebenso leichtfertig in Zweifel gezogen wird.

Offenbar ist der SGU nicht bekannt, dass seit über 30 Jahren auf der ganzen Welt (namentlich in den USA) die Verfestigung radioaktiver Abfälle aus Spitälern, Arztpraxen und Kernkraftwerken experimentell erprobt und seit einigen Jahren auch industriell angewandt wird. Wie kürzlich der Presse, auch dem «Bund», zu entnehmen war, ist in Schweden sogar ein keramisches Verfahren entwickelt worden, das den «Atomüll» praktisch unlöslich macht. Es darf demzufolge mit gutem Gewissen behauptet werden, dass die technische Lösung des Problems realisiert ist. In bezug auf die geologischen Formationen, die sich zur Aufnahme der radioaktiven Glas- und Keramikzylinder eignen, sind die zuständigen Experten ebenfalls einig. Was der faktischen Lösung, d. h. der endgültigen Deponierung von Abfällen im geologischen Untergrund, noch entgegensteht, ist eine irrationale Atom-Angst, die manche Leute gegen die von ihnen selbst geforderte Lösung des Problems Sturm laufen lässt.

*U. S.
Leserbrief aus «Der Bund», Bern, 28. April 1977*

Parlament soll AKW bewilligen

St. Gallen. AZ. Weil die nächste Ölkrise nach Ansicht von Bundesrat Willi Ritschard ganz sicher kommt, setzte er sich in einem Vortrag an der HSG für neue Formen der Energiegewinnung ein und machte kein Hehl daraus, dass Atomkraftwerke in Zukunft unsere wichtigsten Stromlieferanten sein werden. Allerdings: Die Bewilligungspraxis soll dem Parlament übertragen werden.

Auf einen möglichen zweiten Ölboykott wäre die Schweiz fast genau so unvorbereitet wie damals im Winter 1973/74. Gerade deshalb müsse nach Alternativen gesucht werden, betonte Willi Ritschard in seinem Vortrag an der Hochschule St. Gallen über «Energiepolitische Tagesfragen».

Dass die Atomkraft in Zukunft die wichtigste und am schnellsten realisierbare neue Energiequelle sein wird, ist für Ritschard klar, aber er will die Gegner der Kernkraftwerke ernst nehmen. «Man darf diese Opposition nicht einfach als lästig beiseiteschieben.»

Zwar ist auch unser Energieminister der Ansicht, dass die Sonnenenergie der «sauberste» aller Stromlieferanten wäre, aber technisch ist die Atomenergie eben rascher realisierbar. Aber auch hier schränkte Ritschard ein: «Nur weil technisch etwas möglich ist, darf es nicht allein die Energiepolitik der Schweiz bestimmen.» Er sage das, auch wenn dies die «Elektrizitätswirtschaft nicht gerne hört».

Weil aber für Bern paktisch sicher ist, dass in nächster Zeit noch verschiedene Atomkraftwerke gebaut werden sollen («keine auf Vorrat»), schlägt Ritschard ein neues Verfahren für die Bewilligungen vor: In Zukunft soll das Parlament für diese zuständig sein, weil Energiepolitik zunehmend brisant wird und die Atomkraftwerke auch Langzeitfolgen – zum Beispiel mit ihren Abfällen – haben. Diese überdauern einen Bundesrat bei weitem, aber der Staat, das Parlament also, könne eine solche Verantwortung tragen. *«Ostschweizer AZ», St. Gallen, 21. April 1977*

Eine sinnlose Hetze

ko. Im Zusammenhang mit der Vernehmlassung des Regierungsrates zur beabsichtigten Änderung des eidgenössischen Atomgesetzes wurde von der Aktionsgruppe gegen das Kern-

kraftwerk Rütli eine sinnlose und verwerfliche Hetze gegen den Regierungsrat und gegen den Vorsteher des Baudepartementes geführt. Dabei wurde vor allem versucht, der Bevölkerung und namentlich den landwirtschaftlichen Kreisen im Rheintal die Furcht einzujagen, es würde ihr Boden zur Errichtung einer Atommülldeponie enteignet. Das Recht zur Enteignung von Grund und Boden kann für die Errichtung öffentlicher Anlagen gewährt werden, für den Bau von Strassen, Eisenbahnen, Wasserleitungen, Kraftwerken, Schulen usw. Das Enteignungsrecht kann im Notfall geltend gemacht werden, wenn auf andere Weise ein im Dienste der Öffentlichkeit stehendes Werk nicht verwirklicht werden könnte. In seiner Antwort an die Gegner des Kernkraftwerkes Rütli legt der Regierungsrat dar, dass Atommülldeponien zu Atomkraftwerken gehören und dass deshalb zu ihrer Anlage das Enteignungsrecht gewährt werden muss.

Es sei zugegeben, dass die Lagerung der radioaktiven Abfälle ein Problem darstellt. Deshalb muss nach sicheren Lagerstätten gesucht werden. Es kommt vor allem der Bau von Kavernen in Granit- oder Gneisformationen im Alpenmassiv oder in absolut wasserundurchlässigen Gipschichten in Frage. Doch heute wird die Atomangst der Bevölkerung so weit aufgepeitscht, dass bereits die Suche nach günstigen Lagerstätten unmöglich wird. Auf das Enteignungsrecht kann deshalb nicht verzichtet werden.

Die komplizierten technischen Probleme um die Kernkraftwerke werden heute von gewiegten Drahtziehern benutzt, um die Bevölkerung zu beunruhigen und ihr Vertrauen in die Behörden zu untergraben. Hierin, nicht in der Verhinderung von Kernkraftwerken liegen die Ziele der Hintermänner, welche die Atomangst im ganzen Lande schüren und die Aktionen steuern. Bedauerlich nur, dass Leute, von denen man mehr Besonnenheit und Überlegung erwarten dürfte, sich von diesen Leuten ins Schlepptau nehmen lassen.

«St. Galler Volksblatt», Uznach, 13. Mai 1977

Die Schweiz tritt dem Londoner Klub bei

(+) Wie das Eidgenössische Politische Departement gestern durch seinen Rechtsberater, Botschafter Professor Rudolf Bindschedler, der Presse mitteilte, hat der Bundesrat beschlossen, dem sogenannten «Londoner Klub» der Nukleargüter-Exportstaaten beizutreten. Die Schweiz sei zum Beitritt eingeladen worden, der Bundesrat habe indessen vorher sorgfältige Abklärungen und Konsultationen der Wirtschaft durchgeführt.

Wie erinnerlich gab es im Dezember 1976 einige Opposition gegen die Ratifizierung des Atomsperrvertrages, weil nicht nur verschiedenen Parlamentariern, sondern offenbar auch einzelnen Wirtschaftskreisen dieser «Londoner Klub» zu undurchsichtig erschien und man von seiner Tätigkeit einerseits schwere Belastungen für unsere Exportindustrie und andererseits auch eine gewisse Gefährdung der Neutralität befürchtete. Diese Bedenken scheinen nun ausgeräumt zu sein.

Beitritt ist kein Staatsvertrag

Der Londoner Klub umfasst Staaten, welche nukleares Material und nukleare Ausrüstungen exportieren und daher eine besondere Verantwortung hinsichtlich der Verhinderung der Weiterverbreitung von Kernwaffen tragen. Es sind dies die USA, die Sowjetunion, Grossbritannien, Frankreich, die Bundesrepublik Deutschland, die DDR, Belgien, die Niederlande, Polen und die Tschechoslowakei.

Die Beschlüsse des Londoner Klubs stellen keine rechtlichen Vereinbarungen dar und sind deshalb für die beteiligten Staaten

auch nicht verbindlich – es kann jederzeit vom Abkommen zurückgetreten werden. Die Beschlüsse bezwecken aber eine einheitliche Praxis auf dem Gebiet des Exports, der Zusammenarbeit, des Informationsaustauschs und sollen verhindern, dass Material oder Know-how exportiert wird, das vom Empfänger für nicht friedliche Zwecke missbraucht werden könnte.

Exportgrundsätze

Der Londoner Klub hat Richtlinien in diesem Sinne ausgearbeitet. Die Mitgliedstaaten sind bereit, auf Zusehen hin ihre eigene nukleare Exportpolitik nach diesen Prinzipien auszurichten. Künftig werden demnach bei nuklearen Exporten der Schweiz (es dürfte sich vorwiegend um technische Einzelteile handeln) folgende Grundsätze beachtet:

– Die Schweiz wird von den Empfängerländern die Zusicherung verlangen, dass die exportierten nuklearen Ausrüstungen und Materialien nicht für die Herstellung von Kernsprengkörpern verwendet werden.

– Die Empfängerstaaten solcher schweizerischer Exporte werden die gelieferten Güter der Kontrolle der internationalen Atomenergie-Organisation unterstellen und auch dafür sorgen, dass diese Ausrüstungen gegen Diebstahl und Sabotage geschützt sind.

Revision des Atomgesetzes

Ein spezielles Problem stellt der Austausch von Informationen und Know-how dar. Auch bei diesen muss eine Garantie bestehen, dass sie nicht für militärische Zwecke missbraucht werden. Dieser Forderung soll bei dem derzeit in Revision stehenden Atomgesetz noch in besonderer Weise Nachdruck verliehen werden. Die Schweiz werde aber ohnehin im Hinblick auf die Ausfuhr «empfindlicher» Informationen, Ausrüstungen oder Materialien mit besonderer Vorsicht und Zurückhaltung vorgehen.

Die Schweiz wird im Londoner Klub durch Vertreter des Politischen Departements, des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements (Handelsabteilung) und des Amtes für Energiewirtschaft vertreten sein. «Aargauer Tagblatt», Aarau, 21. April 1977

Strahlentote, die es gar nie gab ...

Letzthin sah ich eine Stellungnahme der Schweizerischen Vereinigung für Atomenergie in der Zeitung, in welcher diese auf die skandalöse Berichterstattung über Kernkraftwerke in den Medien hinwies. Da wird frischfröhlich von der Stilllegung von Kernkraftwerken in Florida berichtet, die in Wirklichkeit bestens funktionieren, da wird aus einem Zwischenfall in einem spanischen Kohlekraftwerk ein Unfall in einem Kernkraftwerk, da gibt es Strahlentote, die es gar nie gab, usw. usw.

Ich muss mich ernstlich fragen, wie weit das Misstrauen in der Bevölkerung gegen die Kernenergie nicht gerade auf der ständigen Berieselung durch solche Falschmeldungen beruht, die schon seit Jahren andauert. Und dabei sind es nicht nur Falschmeldungen, sondern die Berichterstattung ganz allgemein. So war vor einigen Tagen in der Presse von einem Zwischenfall im Kernkraftwerk Fessenheim zu lesen. Wer sich die Mühe nahm, den Text durchzusehen, konnte feststellen, dass es sich um einen geringfügigen Schaden an der Turbine handelt. Ich habe in den Zeitungen jedoch noch nie eine Meldung gelesen, dass ein Wasserkraftwerk oder ein konventionelles Wärmekraftwerk wegen Turbinenschaden abgestellt wurde. Warum diese Ungleichbehandlung?

H. Fischer, Bremgarten

Leserbrief aus «Basler Zeitung», 23. Mai 1977